



Député des Vosges 1ère circonscription

STÉPHANE VIRY

LETTRE 21
31 AOÛT 2018



A l'aube de la reprise des travaux parlementaires, j'ai conscience qu'au cours de cette nouvelle session, il me faudra encore militer pour le respect de la fonction de l'Assemblée Nationale, pour la sauvegarde de sa place dans les institutions, pour la défense de son rang dans l'exercice souverain de la décision publique.



LE CHIFFRE

4

Les propositions de loi à mon initiative, déposées pendant l'été.

LA DATE

15 juillet 2018

La France championne du monde de football

LE MOMENT

La démission de Nicolas Hulot du Gouvernement, constatant les limites du fonctionnement de l'exécutif

LA PHRASE

« Je vous dis mon attachement au mouvement associatif, qui en France est tout à fait singulier, il est pour moi un des ciments de notre Nation »

EDITO

« Qu'ils viennent me chercher ! » Au-delà de la fanfaronnade édifiante du Président de la République comme seule réponse aux interrogations légitimes et démocratiques posées par les révélations successives et accablantes des agissements et de la gestion élyséenne d'Alexandre BENALLA, se pose la question de l'équilibre et de la pratique des pouvoirs. Une des premières conclusions à tirer de cet été 2018 est l'existence d'un « Etat MACRON », fait d'un système autocratique de confusion des pouvoirs, pour le compte d'un seul homme, servi par les siens, au mépris des règles et de l'exigence républicaine.

À l'aube de la reprise des travaux parlementaires, j'ai conscience qu'au cours de cette nouvelle session, il me faudra encore militer pour le respect de la fonction de l'Assemblée Nationale, pour la sauvegarde de sa place dans les institutions, pour la défense de son rang dans l'exercice souverain de la décision publique. Les analystes et commentateurs ont communément décrit la révision constitutionnelle proposée par Emmanuel Macron comme une régression des droits du Parlement et une entrave à la Démocratie. Cette réforme est ajournée, mais la vigilance demeure pour qu'existent partout en France une exigence citoyenne et des contre-pouvoirs à une façon d'être et de faire, bien loin de l'illusion donnée et de la promesse faite à la Nation en mai 2017

Stéphane VIRY

Apprentissage

Loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » : le big bang annoncé pour l'apprentissage manque son objectif.

L'apprentissage représente un pilier fondamental de l'insertion professionnelle en France auquel je crois. A cet égard, je ne pouvais que me féliciter des annonces du Gouvernement, annonçant une politique d'incitation, auprès des jeunes, afin de renforcer et de développer cette filière.

Dans les Vosges, j'avais notamment piloté il y a déjà quelques années, au travers du réseau FACE Vosges, des consultations que l'Etat avait pris en exemple pour établir une nouvelle feuille de route.

Mais je dois dire ma déception à l'issue de l'examen du projet de loi « pour choisir son avenir professionnel ». Je le regrette d'autant plus que je me suis intensément investi sur ce texte avec mon collègue Gérard CHERPION faisant face à un rejet quasi systématique, par le Gouvernement, de nos propositions.

Quant à lui, le gouvernement ne s'est pas privé, avec plus de 110 amendements de sa propre initiative au cours des débats parlementaires, et nous délivre un constat : sa totale impréparation face à un dossier crucial.

L'apprentissage est atomisé, confié à 400 branches professionnelles, dont moins de 10 disposent à ce jour de la structure nécessaire.

Et que dire de l'exclusion programmée des Régions qui avaient développé depuis plusieurs années une vraie stratégie à cet égard.

Les quelques avancées (apprentissage possible jusque 30 ans, travail de nuit possible...) ne sont pas de nature à donner les résultats attendus, car l'absence de lien entre orientation et apprentissage, dès les années du collège, est un des principaux points faibles du texte.

Globalement, ce texte manque de hauteur et d'ambition, et le gouvernement s'accorde des délais avec des ordonnances annoncées, prouvant une fois de plus son mépris du Parlement.

Tout cela dans un débat d'une pauvreté édifiante. Au final, ce texte n'apporte que des risques nouveaux, là où je prends le pari qu'il n'apportera rien à personne.

La ministre annonçait un « big bang » ... J'y vois un nouveau « flop » et je ne peux pas m'en réjouir car l'apprentissage pourrait, si on le décidait, devenir une nouvelle voie pour de nombreux jeunes qui s'y déploieraient pour redonner sens au mot « travail ».

Bilan

A l'issue d'une année d'exercice du mandat de Député, il apparaît opportun de rappeler ma méthode pour faire le lien entre le territoire et l'Assemblée Nationale, ainsi que des éléments statistiques qui traduisent mon activité à Paris. Aussi, il pourra être constaté que j'ai décidé d'être un député libre, en votant les textes qui paraissent bons, et m'opposant à ceux qui me paraissent insuffisants voire nuisibles.

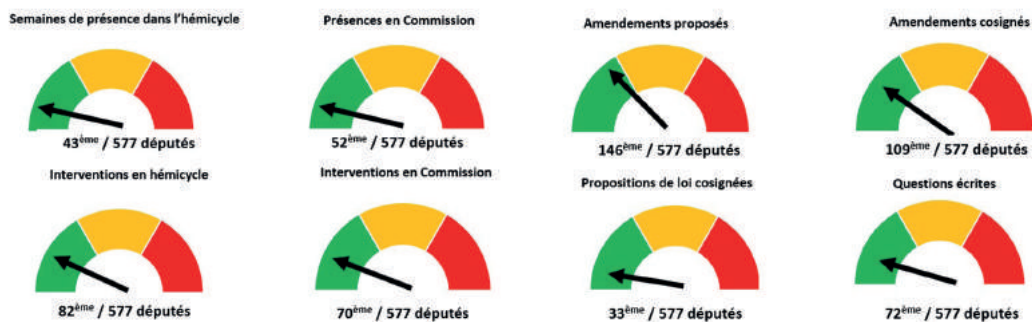
J'ai pu détailler mon activité lors de 4 réunions publiques, à Bru, à Domèvre sur Durbion, à Uzemain et à Epinal Saint Laurent, en juillet dernier.

Un député engagé

J'ai décidé de diversifier mes rencontres et mes initiatives pour m'imprégner au mieux des enjeux de notre territoire.

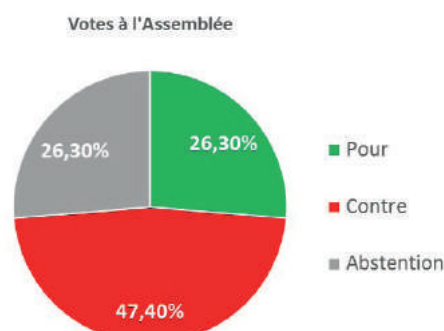
- Permanences dans mon cabinet parlementaire et délocalisées une fois par mois (Châtel-sur-Moselle, Rambervillers et Xertigny)
- Déjeuners thématiques toutes les deux semaines
- Immersion au plus près des acteurs de terrain et mise en situation de travail, par exemple: centre de secours de Thaon-les-Vosges, brigade de gendarmerie de Xertigny, scierie de La Baffe...
- Tables rondes (apprentissage, santé, filière bois...)
- Consultation citoyenne sur la transition énergétique et sur le rapport Femmes et sciences.
- Lettre d'information bimensuelle et site internet
- Réseaux sociaux : twitter, facebook

Un député actif



Un député libre

J'ai toujours adopté des positions de vote en fonction de ce qui me semblait être bon ou pas pour notre pays .



Un été en circonscription

Veiller à la sauvegarde de l'activité agricole, et à sa modernisation dans notre Département

- Lancement avec Véronique MARCOT de l'Agri'color organisée par les Jeunes Agriculteurs à Uzemain, où Cédric HAXAIRE, mon attaché parlementaire, a gagné la course ex aequo. Puis échanges avec les agriculteurs et les parlementaires présents sur les enjeux actuels de l'agriculture, notamment avec la déception commune ressentie au sujet de la loi Agriculture et Alimentation (EGALIM)



- Rencontre avec les Jeunes Agriculteurs à Pallegney afin de faire un bilan avant la rentrée sur leurs préoccupations liées aux fourrages, aux récoltes, à l'ouverture de l'agriculture à une concurrence déloyale en raison de traités internationaux déséquilibrés, à la réforme de la PAC..., et planification d'une méthode de travail afin de traduire les besoins en actes législatifs



- Réflexion sur le développement des circuits courts pour étendre les débouchés des producteurs locaux à l'Escale Campagnarde, à Jeuxey
- Visite du GAEC du Durbion à Dompierre avec les organisateurs du comice agricole de Rambervillers

Accompagner et aider au développement de l'insertion.

- Visite d'un chantier d'insertion à **Châtel sur Moselle**. Partenariat entre la commune et l'association AMI pour la réfection de nombreux équipements publics et discussion autour de la nécessité de mieux financer les chantiers en cours et en projets. J'ai écrit à Madame la Ministre du Travail pour la sensibiliser à ces besoins exprimés avec force dans notre territoire.



- Visite du chantier des Ateliers Manuels Pédagogique organisés au Fort d'**Uxegney**, par la Ville d'**Epinal**, afin de donner une chance à de nombreux jeunes de démarrer dans la vie professionnelle. C'est aussi l'occasion de recruter en toute transparence, des jeunes en job d'été



Favoriser le développement des démarches visant à préserver la **santé**

- Participation à la démonstration de la nouvelle plateforme de régulation des appels, au SDIS, à **Golbey**, sur invitation du Président du SDIS, en présence d'autres parlementaires. D'autres enjeux actuels pour nos sapeurs-pompiers ont pu être évoqués ensuite.



- Entretien avec la Directrice de l'EPSAT des Vosges (médecine du travail) ainsi qu'avec l'équipe pluridisciplinaire à **Epinal**, pour échanger notamment au sujet du rapport parlementaire sur les maladies professionnelles auquel j'ai collaboré, et pour améliorer les politiques de prévention, encore insuffisamment bien perçues et déployées dans notre territoire



Dans le même temps, j'ai poursuivi un travail de proximité en :

- Accueillant plus de **40 rendez-vous au cabinet parlementaire** pour répondre aux préoccupations des habitants
- Echangeant avec les associations et les services de la Préfecture au sujet de la **laïcité**
- **Mettant en relation les communes et les associations avec de potentiels financeurs**, afin de contribuer à la mise en place des projets et d'en faciliter la réalisation.
- Participant aux réunions pour **l'avenir du secteur hospitalier dans les Vosges**

- Acceptant de nombreuses invitations ou en me rendant spontanément sur le territoire : tournoi de pétanque à **Thaon les Vosges**, et à la Vierge à **Epinal**, marché nocturne à Dounoux et partage de l'apéritif avec l'Union des Combattants AFN à **Uriménil**, visite de l'écurie Jumping 88 à **Uxegney**, café convivial avec les bénévoles du **Fort de Sanchey**, marché du terroir à Epinal, commémorations des combats de la **Chipotte** de 1914, moment de convivialité pour le départ du Père Hubert Devillard à **Xertigny**, rencontres avec le Colonel MANGOU, nouveau commandant du groupement de Gendarmerie des **Vosges** et avec le chef d'escadron PETIT, nouveau commandant de la compagnie de Gendarmerie de **Remiremont**, intervention aux Portes Ouvertes du Syndicat de l'abeille Vosgienne à la tranchée de **Docelles**.



Je salue et encourage l'initiative des organisateurs du 1er salon vosgien du handicap en entreprise «Diversité et Compétences» qui se déroulera Mardi 16 octobre 2018 de 13h30 à 17h30 à l'Espace Cours à Épinal

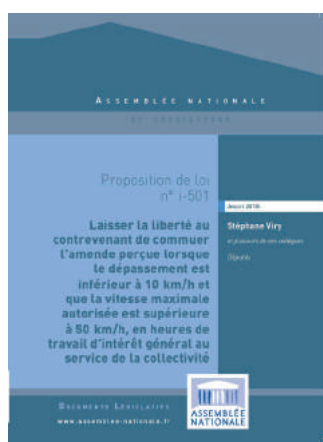
Le travail législatif

Mes propositions de loi :

Dans l'esprit de la Vème République, et soucieux de faire de l'Assemblée nationale le reflet des attentes et propositions des citoyens, je participe très largement à la production des lois, en proposant des textes concrets.

J'ai ainsi déposé 4 propositions de loi, très largement cosignées par mes collègues députés des Républicains :

- **Une proposition visant à l'exonération, deux fois par an, des droits SACEM pour les communes de moins de 2000 habitants et les associations**, afin de les soulager de ces frais
- **Une proposition visant à étendre le périmètre des communes pouvant percevoir la taxe sur les déchets**, pour celles qui subissent un trafic important.
- **Une proposition pour instaurer le 112 comme numéro d'urgence unique** en France, alors que le nombre de numéros d'urgence apparaît trop important
- **Une proposition pour commuer les amendes perçues pour excès de vitesse inférieur à 10 km/h, sauf en agglomération limitée jusqu'à 50km/h, en heures d'intérêt général**, pour éviter la sanction financière automatique, aujourd'hui légitimement décriée.



J'ai cosigné les propositions de loi suivantes :

- **Simplifier les démarches préalables à l'organisation d'une manifestation**, la liste des obligations pouvant être de nature à dissuader d'organiser des événements.
- **Soutenir le fonctionnement des SDIS et favoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires (SPV)**, en bonifiant les retraites des SPV par exemple
- **Moraliser la vie syndicale**, à l'instar de ce qui a été fait pour la vie politique
- **Sauver l'avenir de la santé**, notamment pour donner à l'hôpital public les moyens de soigner la population, y compris en ruralité.
- **Instaurer un Service National Universel**, respectueux des dispositifs déjà mis en place par le tissu associatif, afin de former des citoyens au service de la cohésion nationale.
- **Assurer l'équité dans les critères de sélection et la transparence dans les outils utilisés dans le cadre de « Parcoursup »**. En complément, j'ai adressé une question écrite à Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur au sujet de Parcoursup

J'ai accompagné les **propositions de résolution** visant à instaurer :

- Une Commission d'enquête politique de **protection des mineurs contre la pornographie.**
- Une Commission d'enquête sur le **coût économique, industriel et environnemental des énergies renouvelables.**

Les questions écrites et courriers au Gouvernement :

Les nouvelles questions :

- **Pour s'opposer aux annonces de la SNCF concernant la suppression de dessertes TGV vers Lyon et le Sud de la France, pénalisant lourdement les Vosges dans leur ensemble.** Cette action complète mes précédentes démarches sur ce sujet majeur (cosignature d'une lettre ouverte à Madame la Ministre des Transports et à Monsieur le Président de la SNCF et participation à la campagne « Touche pas à mon TGV »)
- **Pour une meilleure information sur les Emetteurs Radios Linky**
- **Pour la gestion des factures d'eau impayées, et les abus qui en découlent.**
- **Pour protéger les photographes de la concurrence déloyale favorisée par l'Union Européenne.**
- **Pour dénoncer l'assèchement des crédits alloués aux associations. Le nouveau Fonds à la Vie associative ne répond pas du tout aux besoins des associations, il est doté de crédits bien inférieurs que ceux qui étaient alloués aux associations via les réserves parlementaires.**

Les réponses faites à mes questions :

- A la suite de ma question du 10 juillet, le gouvernement a accepté de revenir sur ses intentions d'augmenter le taux de TVA sur les travaux de rénovation énergétique.
- Le dépistage du cancer colorectal pourra être poursuivi, grâce à l'intervention du Conseil d'Etat le 12 juillet dernier
- Le gouvernement a répondu de manière assez floue à ma question sur le maintien des Centres d'Information et d'Orientation (CIO), même s'il s'engage à les maintenir avec comme objectif de faire des régions les chefs de file de l'orientation.
- Le Gouvernement m'a assuré de la délivrance des traitements idoines pour les malades atteints du cancer de la vessie.
- La Direction des Fraudes est missionnée par le Ministre de l'Action et des Comptes Publics pour examiner la situation à la suite de mes interpellations relatives aux démarchages commerciaux abusifs pour la pose de panneaux photovoltaïques.
- La Direction Générale des Finances Publiques a répondu à mes interrogations sur la structuration du réseau de trésoreries, pour assurer un service de proximité aux habitants. Il m'a été indiqué l'absence de nouvelle fermeture de service en perspective.

WWW.STEPHANEVIRY.FR
Facebook : stephane.viry.10

RDV AVEC LE DÉPUTÉ
11 rue de la Préfecture 88000 EPINAL
contact@stephaneviry.fr - 03.29.29.29.60